



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 26/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LOGICOR 1 sas**

4 place Amédée Bonnet – Grand Hôtel Dieu  
69002 Lyon

Références : D-2026-0020  
Code AIOT : 0006405188

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement LOGICOR 1 sas implanté ZI Clésud, rue comte de la Perouse 13140 Miramas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle, l'établissement fait l'objet d'une visite d'inspection au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Suite au changement d'exploitant, cette visite vise notamment à contrôler la situation administrative.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOGICOR 1 sas
- ZI Clésud, rue comte de la Perouse 13140 Miramas

- Code AIOT : 0006405188
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Logicor exploite sur la commune de Miramas un entrepôt couvert, composé de 2 cellules, autorisé au titre de la rubrique n° 1510.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Situation administrative, droit d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 29/11/1999, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise en œuvre du projet	Code de l'environnement du 01/08/2025, article R181-47	Sans objet
2	Installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 01/08/2025, article L513-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise en demeure est proposée au préfet portant sur :

- la réalisation de la formation du personnel à la manœuvre des moyens de secours.
- la régularisation de sa situation administrative par rapport à la rubrique 4801.

De plus des actions correctives sont demandées dans les délais impartis et portent sur les conditions de stockage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en œuvre du projet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2025, article R181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Justificatif
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Le porteur de projet LogiCor 1 a transmis par mail, le 5/12/2025, la notification de changement d'exploitant datée du 15/02/2024 envoyé avec AR et déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• succéder à la société REXEL France.</li> <li>• que le site est classé au titre de la nomenclature des ICPE et bénéficie d'une autorisation préfectorale pour une activité liée à la rubrique 1510 (produits combustibles divers), soumis à Enregistrement.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2025, article L513-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Droits acquis
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis par mail au préfet le 18/12/2025 sa déclaration de modification de la</p>

<p>nomenclature ICPE suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020, qui étend le régime d'enregistrement notamment pour les rubriques 1510 et actualise le tableau des rubriques.</p> <p>L'entrepôt ayant un volume compris entre 300 000m<sup>3</sup> et 900 000m<sup>3</sup>, est concerné par cette modification de la nomenclature ICPE. Son classement au titre de la rubrique 1510-2b passe du régime de l'autorisation à celui de l'enregistrement, et les rubriques 1532-2, 2663-1 et 2663-2 stockées en entrepôt couvert sont désormais intégrées à la rubrique 1510. La quantité des produits ou de matières combustibles est supérieure à 500 tonnes. A ce titre, l'exploitant a demandé le bénéfice des droits acquis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Dispositions applicables aux installations à enregistrement et aut...**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II &gt; 1.4. I.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</li> <li>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</li> </ol> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre</p>

document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.  
Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection que leur logiciel d'état des stocks sur un serveur sécurisé est en cours d'installation. L'état des matières stockées a donc été présenté de façon très succincte, sous la forme d'un fichier Excel, avec deux rubriques : 1510 et 4801.

L'emplacement des produits dans l'état des stocks n'est pas précisé.

Concernant la rubrique 1510, la nature et les quantités sont globalisées, les quantités approximatives par substances ou produits ne sont pas précisées.

Pour la rubrique 4801 dont la désignation est du charbon, l'inspection constate que cette substance n'a pas été déclarée dans l'arrêté (voir fiche de constat n°6). De plus, l'inspection constate que la quantité de cette matière dangereuse classée au titre d'une rubrique 4XXX n'est pas mise à jour quotidiennement.

Par courriel du 18/12/2025, l'exploitant a transmis un état simplifié de l'état des stocks identique à celui présenté lors de la visite, sous la forme d'un plan détaillé du site avec l'emplacement des produits, mais dont la résolution ne permet pas de visualiser les matières stockées. Ce document ne permet pas de répondre aux besoins de gestion des services de secours et aux besoins d'informations de la population.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 1.4.I de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017 sous un mois. En particulier, l'exploitant devra réaliser et transmettre un état des stocks avec la nature et les quantités par substances ainsi qu'un plan détaillé lisible.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Conditions de stockage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 9.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Justificatifs

**Prescription contrôlée :**

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en

palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

**Constats :**

L'inspection a constaté que le stockage était conforme aux prescriptions, excepté la distance minimale de 1 mètre par rapport aux murs. L'exploitant s'est engagé à déplacer rapidement les matières stockées à moins d'un mètre des parois.

D'autre part, lors de la visite, un stockage a été constaté devant une porte d'évacuation ; l'exploitant a déplacé la palette concernée immédiatement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de déplacer le stockage situé à moins d'un mètre des parois et des éléments de structure, puis de transmettre une photographie attestant la mise en œuvre de cette action sous 2 semaines.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Justificatifs

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur

les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'extincteurs :

- mobiles qui sont réformés,
- portables dont la date de vérification périodique est dépassée.

Les documents de maintenance et de vérification des RIA et points d'eau incendie n'ont pas été présentés.

L'exploitant a présenté, puis transmis le 18/12/2025, à l'inspection le compte rendu de la vérification semestrielle du système d'extinction automatique réalisée le 27/01/2025 par Axima. Dans ce compte rendu, la société de maintenance a indiqué que : le réglage de la pompe d'injection du groupe motopompe source B1, le remplacement du permutateur de la pompe jockey et la remise en service du report d'alarme de la vanne de barrage du poste de contrôle n°2, doivent être réalisés. L'exploitant n'a pas précisé l'avancement ni la date de réalisation de ces actions.

L'exploitant a présenté, puis transmis le 18/12/2025, à l'inspection le compte rendu de l'exercice incendie réalisée le 20/02/2025.

L'inspection a constaté que le personnel n'est pas entraîné à la manœuvre des moyens de secours. L'exploitant a écrit le 18/12/2025 que des devis sont en cours pour la formation du personnel.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande que sous huitaine, les extincteurs réformés ne soient plus présents dans les cellules de l'entrepôt et que les autres extincteurs fassent l'objet de la vérification réglementaire, puis que l'exploitant transmette les justificatifs de réalisation.

L'exploitant devra transmettre les documents de maintenance et de vérification des RIA et points d'eau incendie sous huitaine.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs montrant les actions liées à la réalisation des travaux décrits dans le compte rendu du système sprinklers, dans les 3 mois à réception du rapport.

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de former son personnel dans un délai de 3 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 :** Situation administrative, droit d'exploiter

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 29/11/1999, article 1er

**Thème(s) :** Situation administrative, Rubriques autorisées/déclarées

**Prescription contrôlée :**



La Société AGEI, dont le siège social est situé 8 rue de Berne, 30900 Nîmes, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la commune de Miramas des activités visées ci-après.

Ces activités sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

N ° de la nomenclature	Désignation de l'activité	Caractéristiques de l'installation	Régime (1)
1510.1°	Entrepôt de matières combustibles	volume entrepôt: 148 106 m3	A
2662.b	Stockage de matières plastiques (caoutchoucs ou élastomères halogénés ou azotés)	243 m3	A
2662.a	Stockage de matières plastiques (polystyrène, polyesters, polycarbonates, caoutchoucs...)	144 m3	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs	280 kW	D
1530.2°	Dépôts de papiers cartons ou matériaux analogues combustibles	emballages et palettes : 3 263 m3	D

(1) A = Autorisation - D = Déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation, à

<p>modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.</p> <p>Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations soumises à déclaration citées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks présenté par l'exploitant indique la rubrique 4801 « houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses » pour un tonnage de 499 t. L'exploitant ne respecte pas son arrêté d'autorisation.</p> <p>De plus, lors de la visite, il a été constaté que de grandes quantités de charbon sont stockées un peu partout dans l'entrepôt, la quantité de 499 t risquant d'être dépassée. Or le seuil à autorisation de la rubrique 4801 est fixé à 500 tonnes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de régulariser sa situation administrative :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit en déposant un dossier lui permettant de bénéficier de la rubrique 4801 (dans ce cas, l'exploitant devra justifier le respect du seuil de 500 t)</li> <li>• soit d'arrêter de stocker des produits relevant de cette rubrique.</li> </ul> <p>Et transmettre à l'inspection les éléments justificatifs de cette régularisation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>